

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE PÉTROLE—LE NIVEAU DES IMPORTATIONS DU MEXIQUE

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Madame le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Au début de février dernier, Agustín Barrios Gomez, ambassadeur du Mexique au Canada, déclarait que le Mexique commencerait à expédier 50,000 barils de pétrole brut par jour au Canada en octobre et que les livraisons seraient portées à 100,000 barils par jour en 1981.

Le ministre peut-il nous dire si cet engagement est encore valable et sera incorporé dans l'accord que signera le président du Mexique?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, autant que je le sache, l'engagement du Mexique tient encore, mais il n'a jamais été question de l'inclure dans l'accord tel quel. Je ne crois pas que cette disposition figure dans l'accord. Elle ne se trouvait pas dans l'accord précédent et je ne crois pas qu'on ait l'intention de l'insérer dans le prochain accord.

M. Hnatyshyn: Madame le Président, si le ministre prend le temps de lire l'accord provisoire, il y constatera que le Mexique s'est catégoriquement engagé à livrer au Canada cette année une quantité minimale de pétrole qui sera portée à 100,000 barils par jour en 1981. Il n'y a rien de plus simple.

Le ministre peut-il dire à la Chambre si cette disposition figurera dans l'accord, si l'on s'en écartera ou s'il s'est passé quelque chose ces dernières semaines qui ait compromis l'engagement ferme que renfermait l'accord provisoire?

M. MacGuigan: Madame le Président, nous ne nous proposons nullement de modifier l'accord, mais la date des livraisons n'y est pas précisée. Il a été question d'objectifs, mais aucune promesse n'a été faite au sujet de la quantité livrée à une date particulière. Nous n'avons aucunement l'intention de modifier l'accord.

* * *

LES FINANCES

LES MESURES VISANT À RENFORCER LE DOLLAR ET À FAIRE BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Madame le Président, je voudrais poser une question au ministre des Finances. La plupart des analystes financiers pensent que les taux d'intérêt auraient diminué la semaine dernière si la Banque du Canada n'était pas intervenue pour soutenir le dollar canadien qui est chancelant, le micro-budget avec lequel le ministre des Finances n'est pas parvenu à duper la Chambre n'ayant qu'une influence microscopique sur notre monnaie.

Quand le gouvernement compte-t-il prendre des mesures intelligentes pour renforcer le dollar canadien et laisser baisser

Questions orales

le taux d'intérêt, ce qui serait intéressant pour les propriétaires de maisons, pour les agriculteurs, pour les hommes d'affaires ainsi que pour les chômeurs, au lieu de laisser à la Banque du Canada le soin de faire le travail désagréable à sa place?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, comme le député le sait, les taux d'intérêt ont baissé assez rapidement. Le taux bancaire a d'ailleurs encore diminué jeudi dernier. Comme l'a précisé le gouverneur de la Banque du Canada, si celle-ci a ralenti le mouvement à la baisse, c'est pour un certain nombre de raisons, notamment parce que ces nouvelles baisses peuvent devenir intenables à la longue.

M. Korchinski: Madame le Président, le gouvernement est-il décidé à maintenir les taux d'intérêt à un niveau élevé et le soutien du dollar a-t-il priorité sur la diminution des taux d'intérêt qui est pourtant nécessaire si l'on veut que la situation économique s'améliore au Canada.

M. MacEachen: Madame le Président, le député n'ignore pas non plus que le gouverneur de la Banque du Canada s'est arrangé pour qu'il y ait une forte baisse des taux d'intérêt et pour que le dollar canadien demeure relativement stable. Je pense que le gouverneur mérite toute notre reconnaissance pour être parvenu à concilier les deux.

* * *

● (1440)

L'INDUSTRIE

L'ENTRÉE EN FRANCHISE DES VOILIERS IMPORTÉS—L'INCIDENCE SUR L'INDUSTRIE CANADIENNE DES VOILIERS

M. John McDermid (Brampton-Georgetown): Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Est-ce qu'un important constructeur de bateaux fait à nouveau pression auprès du ministre pour qu'il obtienne du ministre des Finances l'entrée en franchise des voiliers de plus de 25 pieds? Dans l'affirmative, qu'est-ce qu'il est décidé à faire à cet égard?

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Madame le Président, j'ai été approché à ce sujet et j'examine la question avec le ministre des Finances.

M. McDermid: Madame le Président, est-ce que le ministre expose au ministre des Finances la situation des 11 petits et moyens constructeurs de bateaux qui affirment que si le gouvernement accorde l'entrée en franchise, il va sonner le glas de l'industrie canadienne des voiliers?

M. Gray: Madame le Président, je suis tout particulièrement sensible aux préoccupations des petites et moyennes entreprises canadiennes. Je vais examiner le dossier dans ce contexte avec le ministre des Finances.